

Bagnolet, le 28 septembre 2026

Réserve de crise agricole : lettre ouverte au Commissaire européen à l'agriculture, M. Christophe Hansen

Monsieur le Commissaire,

Dans son discours sur l'état de l'Union du 16 septembre, Ursula von der Leyen a déclaré : « *une fois de plus, les agriculteurs européens ont su faire face à cet interminable été.* » Nous ne partageons pas ce constat.

Les paysan·nes européen·nes ne « font pas face » : nous subissons les conséquences d'un été marqué par des sécheresses historiques, des vagues de chaleur, des incendies, des pertes de récoltes et des pénuries de fourrages. Cette nouvelle crise climatique détruit nos cultures, aggrave la détresse psychologique dans les campagnes et accélère la disparition des fermes. L'Europe est confrontée à un véritable plan social agricole.

Pour la Confédération paysanne, aucune ferme ne doit disparaître. C'est cet objectif qui nous guide et qui devrait être la boussole de la Commission européenne.

Face à cette situation, nous vous demandons d'abonder immédiatement la réserve de crise agricole, avec un budget à la hauteur de la situation exceptionnelle que nous vivons. Cette demande est d'autant plus urgente que la réserve de crise a été largement vidée pour financer un plan européen de soutien aux engrais qui nous paraît contre-productif. L'aide est destinée à la filière engrais qu'aux paysan·nes. Pour nous, l'enjeu est plutôt d'aider l'agriculture à sortir de cette dépendance aux engrais azotés de synthèse largement émettrice de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique que nous subissons. Aujourd'hui, l'Union ne dispose plus des moyens nécessaires pour répondre à une crise climatique majeure, alors que ces crises se multiplient.

La réserve de crise est indispensable. Mais elle ne suffira pas si l'Europe continue à laisser les paysan·nes vendre leurs produits en dessous de leurs coûts de production. Au moment où se négocient la réforme de l'Organisation commune des marchés (OCM) et la révision de la directive sur les pratiques commerciales déloyales (UTP), nous attendons des mesures qui garantissent enfin des prix couvrant les coûts de production et redonnent à l'OCM son rôle de régulation des marchés agricoles.

Cette urgence doit également se traduire dans la future PAC. L'Europe a besoin d'une PAC commune, dotée d'un budget à la hauteur des enjeux, capable de garantir des revenus, d'accompagner la transition agroécologique et de maintenir des paysan·nes nombreux sur tous les territoires. Affaiblir le budget de la PAC et conserver le statut quo dans son fonctionnement actuel reviendrait à abandonner les paysan·nes face aux crises climatiques, économiques et sociales.



Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur-euses

Ursula von der Leyen a également mentionné, dans son discours sur l'état de l'Union, « *une nouvelle initiative européenne sur l'eau* ». Pour la Confédération paysanne, il est crucial que les politiques européennes en matière de gestion et de gouvernance de l'eau posent un cadre favorable à la préservation de la ressource, à la priorisation des usages et au partage équitable entre les paysan·nes.

Enfin, la Commission envoie un message contradictoire. D'un côté, elle reconnaît que les dérèglements climatiques frappent durement l'agriculture européenne. De l'autre, elle continue de signer de nouveaux accords de libre-échange. Ces accords organisent la mise en concurrence des paysan·nes à l'échelle mondiale, tirent les prix agricoles vers le bas et fragilisent encore davantage les revenus des paysans. On ne peut pas prétendre défendre la souveraineté alimentaire tout en poursuivant une politique commerciale qui met les paysan·nes en compétition les uns avec les autres.

Monsieur le Commissaire, les paysan·nes européen·nes n'ont pas besoin d'être félicités pour leur résilience. Ils ont besoin d'une Europe qui protège leurs revenus, régule les marchés et fasse de la souveraineté alimentaire une priorité.

Nous vous demandons d'agir sans attendre : abonder la réserve de crise agricole, garantir des prix couvrant les coûts de production dans la réforme de l'OCM et de la directive UTP, défendre une PAC commune dotée d'un budget ambitieux et mettre la politique commerciale européenne en cohérence avec les objectifs de souveraineté alimentaire.

Stéphane Galais, porte-parole national de la Confédération paysanne

Thomas Gibert, porte-parole national de la Confédération paysanne

Fanny Métrat, porte-parole nationale de la Confédération paysanne